

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE MICHEL INCHAUSPE - BAMI

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 35.666.120,39 Euros
Siège social : 76, Avenue du 8 mai 1945 – 64100 BAYONNE
312 214 315 RC Bayonne.

Directeur Général : Jean-Paul Inchauspé

Exercice du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

A. — Comptes sociaux au 31/12/2024.

I. — Bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilées	172 563	79 691
Caisse, banques centrales, CCP	165 339	72 752
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	7 224	6 939
Opérations avec la clientèle	346 451	329 697
Créances sur la clientèle	346 451	329 697
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 353	72 580
Actions et autres titres à revenu variable	108 454	114 697
Participations et autres titres détenus à long terme	900	684
Parts dans les entreprises liées	4 013	3 796
Immobilisations incorporelles	2 288	2 339
Immobilisations corporelles	4 309	4 341
Autres actifs		
Comptes de régularisation	7 653	8 860
Total de l'actif	648 984	616 684

Hors-bilan	2024	2023
Engagements donnés de l'activité bancaire		
Engagements de financement	62 840	85 379
Engagements en faveur de la clientèle	62 840	85 379
Engagements de garantie	49 811	56 956
Engagements d'ordre des établissements de crédit	2 642	3 229
Engagements d'ordre de la clientèle	47 169	53 727
Engagements sur titres		

Passif	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilées	7 866	7 211
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	7 866	7 211
Opérations avec la clientèle	568 592	544 566
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Total des dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passifs divers	5 430	7 342
Provisions pour risques et charges	404	609
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000	1 000
Capitaux propres		
Capital souscrit	35 666	35 666
Primes d'émission		3 698
Réserves	20 289	27 682
Provisions réglementées		
Report à nouveau		-18 452
Résultat de l'exercice	9 736	7 361
Total des capitaux propres	65 692	55 955
Total du passif	648 984	616 684

Hors-bilan	2024	2023
Engagements reçus de l'activité bancaire		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	233 083	234 454
Engagements reçus d'établissements de crédit	11 596	17 186
Engagements reçus de la clientèle	221 487	217 268
Engagements sur titres	428	451

**II. — Compte de résultat.
(En milliers d'Euros)**

	2024	2023
Produits nets d'intérêts et revenus	13 961	13 355
Intérêts et produits assimilés	18 757	16 208
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 476	4 298
Sur opérations avec la clientèle	10 904	9 404
Sur obligations et titres à revenu fixe	3 378	2 506
Intérêts et charges assimilés	-4 797	-2 853
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	-1
Sur opérations avec la clientèle	-4 797	-2 852
Sur obligations et titres à revenu fixe	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	0
Revenus des titres à revenu variable	1	1
Produits nets des commissions	7 078	6 839
Commissions (produits)	8 382	8 747
Commissions (charges)	-1 303	-1 908
Produits ou pertes nets sur opérations financières	6 563	6 908
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	351	2
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	6 212	6 906
Autres produits nets d'exploitation	137	267
Autres produits d'exploitation bancaire	202	274
Autres charges d'exploitation bancaire	-64	-7
Produit net bancaire	27 740	27 369
Charges générales de l'exploitation	-15 544	-16 594
Frais de personnel	-9 612	-9 972
Participation des salariés	0	-191
Autres frais administratifs	-5 932	-5 497
Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 182	-933
Résultat brut d'exploitation	11 014	10 776
Coût du risque	-424	-2 095
Résultat d'exploitation	10 591	8 681
Gains nets sur actifs immobilisés	7	-3
Résultat courant avant impôt	10 598	8 677
Résultat exceptionnel	0	0
Impôts sur les bénéfices	-861	-1 316
Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	9 736	7 361

III. — Annexe aux comptes annuels.

1. Faits marquants de l'exercice.

Une inflation en baisse mais un environnement toujours incertain.

En 2024, l'économie mondiale a maintenu une croissance modeste similaire à celle de 2023. Cette stabilité masque toutefois des disparités notables, si l'économie américaine a affiché une croissance robuste de 2,8 %, principalement soutenue par la consommation des ménages, la croissance a été plus modérée sur la zone Euro avec des performances variées selon les pays.

Le PIB de la France a progressé de 1,1 % sur l'année, avec une contribution notable du commerce extérieur. Cependant, le déficit public a atteint 5,6 % du PIB, dépassant les prévisions initiales.

A l'échelle mondiale, l'inflation a continué de diminuer permettant aux banques centrales d'envisager une baisse progressive des taux d'intérêt.

Dans ce contexte, le niveau d'activité de la BAMl a été soutenu avec une production de crédits aux professionnels qui est restée élevée, en lien avec une dynamique de soutien des projets de la clientèle. Ainsi, au 31/12/2024 le montant du poste « Opérations avec la Clientèle » a évolué de 329 697 K€ à 346 451 K€ (voir détail note 2).

Une allocation des excédents de trésorerie stable et rémunératrice en 2024.

En 2024, le montant du poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » est passé d'un montant de 72,6 M€ à 2,3 M€, suite à la cession ou l'échéance de Titres de Créances Négociables pour un total de 70 M€. Cette liquidité affectée au placement auprès de la Banque de France explique principalement l'évolution du montant des « Opérations Interbancaires » qui a progressé de 92 871 K€ passant de 79 691 K€ en 2023 à 172 563 K€ au 31/12/2024 (voir notes 1 et 8).

Avec des placements journaliers à la Banque de France pour un montant moyen de 84.9 M€ et un portefeuille de fonds dédiés stabilisé à environ 92 M€, le PNB de la BAMl a enregistré respectivement 3 M€ d'intérêts et 6 M€ de plus-values.

Renforcement des Fonds Propres.

Suite aux résolutions votées par l'Assemblée Générale de mai 2024, statuant sur les comptes 2023, la BAMl a procédé à l'apurement du report à nouveau débiteur de 18,5 M€ grâce à l'affectation de son résultat 2023, 7,4 M€, et d'une partie de ses réserves pour le solde.

Procédure Remboursement Sommes engagées auprès de l'éditeur SAB.

Cette procédure est toujours en cours d'instruction et suit le calendrier judiciaire prévu. A ce stade, les échanges qui ont eu lieu sur l'exercice n'ont pas débouché à ce jour sur un arbitrage ou une négociation, une audience de procédure prévue le 13 mai 2025 devrait fixer la suite du calendrier.

Pour mémoire, la société BAMl, filiale de BAKIA, avait entrepris en 2015 de remplacer son système d'information de « core banking » via le déploiement d'un progiciel unique. L'abandon de ce projet a conduit la société, dans le cadre d'une procédure lancée en 2019, à demander le remboursement de la totalité des sommes qu'elle a engagées auprès de l'éditeur.

2. – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Néant.

3. – Principes et méthodes comptables généraux.

a. Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes individuels.

Les comptes annuels de la Banque Michel Inchauspé (ci-après BAMl) ont été établis conformément aux dispositions réglementaires comptables applicables aux établissements de crédit, au règlement ANC (Autorités des Normes Comptables) n°2014-07, complété par l'application du règlement ANC n°2020-10 du 22 décembre 2020, portant principalement sur l'épargne réglementée et les prêts de titres.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

Au 31/12/2024, le portefeuille Titres de placement a été valorisé sur la base des inventaires transmis par les sociétés de gestion. Les inventaires annuels des fonds dédiés détenus dans le portefeuille sont assortis d'une attestation des commissaires aux comptes des sociétés de gestion. Concernant les lignes Lyxor Dette Midcap les éléments chiffrés sont issus du dernier rapport du gestionnaire daté du 31 décembre 2024.

b. Changements méthodes comptables.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent le point suivant : Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général appliqué à compter du 01/01/2024 et concernant les solutions informatiques.

L'application de ce règlement s'est matérialisée pour la BAMl par le changement du libellé du compte 44190 qui devient « Licences et Solutions Informatiques » au lieu de « Licences ».

La BAMl a comptabilisé en 2024 au poste « Licences et Solutions Informatiques » des frais de développement pour un montant de 2 008 K€, ces investissements sont amortis selon les modalités définies aux articles 214-11 à 214-21 du plan comptable.

c. Principes comptables généraux.

Les comptes annuels sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

d. Informations relatives aux parties liées.

Aucune information en 2024 au titre des transactions, les opérations entre les parties liées ont été réalisées à des conditions normales de marché.

4. – Informations sur le bilan et hors bilan.

a. Opérations interbancaires.

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles peuvent se composer de comptes ordinaires, de prêts ou d'emprunts ainsi que de valeurs ou titres reçus ou donnés en pension livrées. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

La BAMl détient uniquement des créances sous forme de compte courant de trésorerie interbancaire. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentées des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées. La BAMl n'a aucune dette auprès des établissements bancaires.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit (par exemple BPI).

Les garanties données auprès des établissements de crédit concernent essentiellement des activités de mise en place de crédit-bail en faveur de notre clientèle. Notre engagement se limite au montant amorti en cours de la dette de notre clientèle.

b. Opérations avec la clientèle.

Comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours :

Application des articles ANC 2014-07 Titre 1 ci-dessous :

Art. 2111-1

Le présent titre s'applique aux établissements assujettis suivants :

- les établissements de crédit, les sociétés de financement et les compagnies financières mentionnés respectivement aux articles L.511-1 et L.517-1 du Code monétaire financier et les compagnies financières holding mixtes appartenant à un conglomérat financier dont la surveillance est coordonnée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, et hors conglomérats à dominante assurance ;
- les entreprises d'investissement visées à l'article L.531-4 du Code monétaire et financier, (hors sociétés de gestion de portefeuille), ainsi qu'aux personnes morales membres des marchés réglementés ou effectuant une activité de compensation d'instruments financiers, visés respectivement à l'article L.421-8 et aux points 3, 4 et 5 de l'article 442-2 dudit code.

Art. 2111-2

Entrent dans le champ d'application du présent titre les commissions reçues par un établissement assujetti ainsi que les coûts marginaux de transaction qu'il supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

Le présent titre concerne également la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction liés aux opérations de crédit-bail ou à toute opération de location assortie d'une option d'achat.

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux commissions reçues et aux coûts marginaux de transaction indépendamment de leur date de perception ou de versement.

Sont exclus du champ d'application les commissions reçues et les coûts marginaux qui constituent la rémunération, ou les dépenses associées à la fourniture au client d'une prestation additionnelle excédant les services indispensables à la mise en place et à la gestion de l'opération de financement.

Les frais recouverts par l'établissement assujetti auprès du client emprunteur pour le compte d'un tiers sont également exclus du champ d'application.

Art. 2121-1

Les coûts marginaux de transaction sont des coûts qui n'auraient pas été encourus si l'établissement assujetti n'avait pas octroyé ou acquis l'encours de crédit.

Les coûts marginaux de transaction englobent notamment :

- les rémunérations spécifiques versées aux employés agissant comme agents de vente ;
- les honoraires et commissions versés aux apporteurs d'affaires, lorsque ceux-ci orientent un client vers l'établissement assujetti considéré pour souscrire un crédit ;
- les frais de conseils.

Les coûts marginaux de transaction n'incluent pas les coûts internes d'administration, et en particulier les coûts fixes internes liés aux salaires du personnel de l'établissement octroyant le crédit, ni les frais de siège, ni le coût de financement du crédit octroyé par l'établissement assujetti considéré.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'en cours de crédit concerné. La BAMl utilise la méthode alternative de l'article 2131-5 de l'ANC 2014-07.

Crédits :

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'en cours de crédit concerné. La BAMl utilise la méthode alternative de l'article 2131-5 de l'ANC 2014-07.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'en cours de ce crédit.

Prêts garantis par l'Etat :

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificatives pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19.

Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à l'échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6% du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Créances Douteuses :

Le suivi des créances détenues sur la clientèle s'appuie sur un système de notation interne des contreparties. La notation interne s'effectue principalement par équivalence à la cotation Banque de France, qui est un outil d'évaluation externe à la banque, et lorsque la concordance n'est pas applicable par la prise en compte d'une série de critères discriminants et déterminants permettant de couvrir les différents cas de figure représentant notre clientèle.

Suite à l'évolution de la cotation Banque de France, la BAMl a adapté sa grille de notation interne afin de refléter la qualité de la contrepartie de la façon suivante :

- Notation Interne :

BAMI : notations 2024	Signification	Origine BDF	Origine BAMI
A+ (nouvelle note)	Excellente+	Équivalence	Critères BAMI
A	Excellente	Équivalence	
B+ (nouvelle note)	Très satisfaisante+	Équivalence	
B	Très satisfaisante	Équivalence	Critères BAMI
C+ (nouvelle note)	Forte+	Équivalence	
C	Forte	Équivalence	
D+ (nouvelle note)	Bonne	Équivalence	Critères BAMI
D	Intermédiaire	Équivalence	
D- (nouvelle note)	Faible	Équivalence	
E	Menacée	Équivalence	Critères BAMI
F	Fortement compromise	Équivalence	
G, G1 ou G2	Défaillante	Équivalence	

Cette notation fait l'objet d'une mise à jour permanente lors du renouvellement de chaque dossier, et d'un contrôle et d'une validation annuels par le Département Engagements (pour les notations déterminées par les critères internes).

Méthode de prise en compte des instruments de réduction des risques :

Les différents types de protections éligibles à CRR (Capital Requirement Regulation) ont été sélectionnés initialement lors de la mise en place de Bâle II, puis revus au passage à Bâle III par le Département Engagements et le Département Juridique. Ces protections sont suivies et enregistrées individuellement en tant que "garanties reçues éligibles" dans le système d'information de la Banque.

La Banque utilise des types de réducteurs de risque crédit classiques :

- des "Privilèges de Prêteur de Deniers" ou des "Hypothèques de premier rang",
- des garanties reçues de BPI sur les PGE accordés,
- des nantissements d'espèces dans les livres de la Banque,
- des délégations de contrats d'assurance-vie nantis dans la collecte de la Banque,
- des cautions reçues d'établissements financiers, dénouables à première demande,
- des nantissements de portefeuilles titres dans la collecte de la Banque.

Conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances déchuées de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

Lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints, l'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte. Les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale pendant une période d'observation de 2 ans, si l'exposition était saine au moment de la restructuration ; 3 ans si elle était en défaut. Celles restructurées, à des conditions hors marché, font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Dépréciation :

Les dépréciations sur créances douteuses couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux et non encassés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrites au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes provisionnelles et les décotes calculées sur les créances restructurées ayant un caractère douteux sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises ainsi que pour l'amortissement de la décote (sur les créances restructurées ayant un caractère douteux) lié au passage du temps.

En revanche, la décote constatée lors de la restructuration d'une créance inscrite en encours sain ainsi que son amortissement du fait du passage du temps sont réintégrés sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

c. Portefeuilles titres.

Principes comptables.

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2381-5 du règlement ANC 2014-07.

Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

Titres de transaction :

Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ils sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

A la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent sont portées dans le compte de résultat.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Au 31 décembre 2024, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature.

Titres de placement :

Ce sont les titres qui ne relèvent pas des autres catégories (titres de transaction, titres d'investissements, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées).

Pour la BAMl, les titres de placement sont composés :

Actions et autres titres à revenu variable :

Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés

aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable » quand leur distribution a été décidé par l'organe compétent.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Au 31/12/2024 le montant de la dotation pour dépréciation comptabilisé pour ce portefeuille s'élève à 239 K€.

Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Un ensemble homogène est composé de titres à revenu fixe qui présentent de façon stable une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalente, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble.

Au cours de l'exercice 2024, la dépréciation liée aux moins-values latentes 2023 de nos titres « Obligations » a totalement été reprise pour un montant de 16 K€.

Titres d'investissement :

Ce sont des titres à revenu fixe, assortis d'une échéance, acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels la BAMl dispose de la capacité de financement nécessaire et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention. Ils sont enregistrés à leur date d'acquisition au prix d'acquisition. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à l'échéance est étalé en utilisant la méthode actuarielle.

Lors de l'arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres à revenu fixe ne font pas l'objet d'une dépréciation.

En cas de risque de défaillance de l'émetteurs, une dépréciation est comptabilisée en application des dispositions du Titre 2 du livre II du règlement ANC 2014-07.

Au 31 décembre 2024, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature.

d. Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Il s'agit :

- D'une part des « Titres de participation et parts dans les entreprises liées » dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la BAMl parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).
- Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.
- D'autre part des « Autres titres détenus à long terme », acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les titres enregistrés parmi les Titres de Participation et les Autres Titres Détenus à Long Terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

e. Conversion des actifs et passifs libellés en devises.

Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

f. Immobilisations incorporelles et corporelles.

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n°2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilisation propre.

Pour les solutions informatiques partiellement ou intégralement produites par elle-même, la BAMl s'appuie sur l'article 611-3 (règlement N°2023-05 du 10 novembre 2023) pour comptabiliser à l'actif les frais engagés lorsque les critères décrits sont respectés.

La banque amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le mode linéaire ou dégressif appliqués à la durée d'utilité estimée. Il est constaté des amortissements dérogatoires pour la partie des amortissements qui excèdent l'amortissement économique.

Les méthodes et durées d'amortissement sont les suivantes :

Actifs concernés	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments : Gros œuvre	L	de 30 à 40 ans
Bâtiments : Second œuvre	L	de 20 à 50 ans
Bâtiments : Equipements techniques	L	de 15 à 20 ans
Bâtiments : finitions	L	de 8 à 10 ans
Mobiliers	L	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	L / D	de 3 à 5 ans
Matériels de transport	L	de 3 à 5 ans
Logiciels	L	de 1 à 5 ans
Terrains	N/A	N/A
Droits au bail, fonds de commerce	N/A	N/A

La banque détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'année 2024. La dépréciation d'actif en 2020, concernant un droit au bail, a été conservée pour un montant de 152 K€.

g. Autres actifs divers et comptes de régularisation.

Les comptes de régularisation incluent principalement des produits à recevoir ne se rapportant pas à des créances rattachées à la clientèle et des charges comptabilisées d'avance.

Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres, de créances diverses envers les tiers et autres actifs d'impôts courants.

Lorsque la valeur actuelle d'un de ces actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat.

Aucune dépréciation de ces actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Ces autres actifs incluent un actif de 3,4 M€ envers l'éditeur informatique SAB pour lequel une procédure de remboursement des sommes engagées est en cours (voir Faits Marquants page 5). Ce montant correspond à la meilleure estimation à date des sommes qui seront perçues par la BAMl.

h. Provisions.

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles

provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation en vers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Pour la BAMl, ce poste recouvre les provisions pour :

- Risques de contrepartie,
- Risques de change,
- Litiges.

Provision liée à l'épargne logement : les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n°65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent donc pour la BAMl des engagements de deux natures :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables pour la BAMl doivent faire l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

Au titre de l'épargne logement, au 31/12/2024, comme au 31/12/2023, la BAMl n'a pas constitué de provision pour des raisons identiques :

- Un niveau d'encours de crédits à l'habitat liés à des produits d'épargne logement non significatif pour la BAMl ;
- L'ancienneté des stocks BAMl de PEL et CEL, dont les taux de rémunération supérieur au taux directeur, fait de cette épargne un produit refuge en terme de rémunération pour la clientèle de la BAMl qui présente peu de risque de transformation en crédits étant donné le niveau des taux de prêts actuel.

Les chiffres sont présentés dans les notes 15 et 16.

Il avait été prévu d'évaluer les conséquences de la hausse des taux sur la constitution d'une éventuelle provision, la tendance s'étant inversée et semblant être en voie de stabilisation, l'étude n'a pas été priorisée en 2024.

A noter que les provisions sur Engagements Sociaux, notamment les Médailles du Travail et les Indemnités de Fin de Contrat de Travail, ne sont pas enregistrées dans les comptes de la BAMl mais intégrées dans les comptes consolidés de sa maison mère suivant les recommandations de l'ANC 2020-01.

i. Fonds pour risques bancaires généraux.

Conformément à l'article 1121-3 du règlement ANC 2014-07, les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que l'établissement assujéti décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

Le montant du Fonds pour Risques Bancaires Généraux de la BAMl s'élève à 1 million d'euros.

j. Passifs éventuels.

Un produit exceptionnel d'un montant de 9 M€ a été comptabilisé en 2022 en résultat exceptionnel, il correspond à un abandon de créance réalisé avec une clause de retour à meilleure fortune. L'existence de cette clause entraîne une obligation potentielle de la BAMl envers la SCA BAKIA, société qui a consenti l'abandon. Cette obligation potentielle dépend de la réalisation de plusieurs conditions, notamment une condition relative aux exigences prudentielles, elle constitue donc un passif éventuel pour la BAMl.

5. Notes annexes.

Note 1. Opérations interbancaires et assimilées

Au 31 décembre (En milliers d'euros)	2024			2023
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Caisse, banques centrales, CCP	165 339		165 339	72 752
Créances sur les établissements de crédit				
Comptes ordinaires	7 224		7 224	6 939
Comptes et prêts à terme (1)				
Total des créances sur les établissements de crédit	7 224		7 224	6 939
Total des opérations interbancaires et assimilées	172 563		172 563	79 691
<i>Dont créances rattachées (1)</i>	<i>42</i>		<i>42</i>	
<i>(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020. Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial</i>				

Depuis le 1^{er} juin 2023 la BAMi utilise le mécanisme de facilités de dépôts proposé par la Banque de France et, à ce titre réalise des virements de trésorerie quotidiens. Ces dépôts « overnight » génèrent des intérêts journaliers, calculés au taux directeur, qui sont capitalisés.

Au 31 décembre 2024, le montant du dépôt « overnight » s'élevait à 158 585 K€ et le montant des intérêts cumulés comptabilisés à 3,1 M€.

Le montant total des dépôts à la Banque de France s'élevait à 164 093 K€ contre 71 366 K€ au 31/12/2023.

La créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations ne figure pas à l'actif dans les opérations interbancaires depuis 2020. Cette créance et les intérêts qui y sont rattachés sont présentés en déduction des comptes d'épargne concernés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire et comptes sur livret d'épargne populaire) au passif (voir Note 13).

Au 31 décembre 2024, cette créance s'élève à 32 824 K€ (y/c les intérêts courus) contre 29 252 K€ au 31 décembre 2023.

Note 2. Opérations avec la clientèle :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Créances sur la clientèle				
Créances commerciales	11 642		11 642	11 772
Comptes ordinaires débiteurs	8 063		8 063	7 492
Autres concours à la clientèle				
Crédits à l'exportation	255		255	570
Crédits de trésorerie	37 875		37 875	49 095
Crédits à l'équipement	225 523		225 523	197 521
Crédits à l'habitat	57 429		57 429	50 934
Autres crédits à la clientèle				
Total des autres concours à la clientèle	321 081		321 081	298 120
Valeurs non imputées	3 017		3 017	5 341
Créances douteuses	6 997	5 093	1 904	6 369
Créances rattachées sur la clientèle	744		744	603
Total des créances sur la clientèle	351 545	5 093	346 451	329 697
Total des opérations avec la clientèle	351 545	5 093	346 451	329 697
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>744</i>		<i>744</i>	<i>603</i>
<i>Dont créances restructurées</i>	<i>2 147</i>		<i>2 147</i>	<i>1 885</i>

La production de crédits en 2024 a progressé de 7,7%, principalement pour financer des biens d'équipement à notre clientèle « entreprises » et des crédits à l'habitat.

Cette progression s'explique notamment par la baisse des taux directeurs de la BCE après une série de hausses destinées à lutter contre l'inflation élevée.

La variation à la baisse du montant des créances douteuses s'explique par un retour en encours sain de plusieurs créances clients qui avaient été déclassées par contagion fin 2023.

Note 3. Risques sur crédit à la clientèle :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Engagements globaux bruts		
Engagements sains	344 547	323 328
Engagements douteux	674	7 172
Engagements douteux compromis	6 324	3 805
Total des engagements globaux bruts	351 545	334 305
Dépréciations	5 093	4 608
Engagements nets	346 451	329 697
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	72,79%	41,98%
Poids engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global	2,0%	3,28%

Le montant des créances douteuses compromises et non compromises a diminué en 2024, au 31 décembre il s'élève à 7 M€ contre 10,9 M€ au 31 décembre 2023. Le taux de ces créances douteuses représentant les encours des douteux sur le total des opérations réalisées avec la clientèle est de 2%.

Le montant du stock de dépréciations s'élève à 5,1 M€ au 31/12/2024 contre 4,6 M€ au 31/12/2023, et le taux de provisionnement à 73% contre 42%. Dans le stock de 5 093 K€, le montant des dépréciations au titre des créances douteuses compromises s'élève à 5 073 K€.

Dans le total des créances douteuses figure une créance d'un montant de 1,6 M€ provisionnée pour un montant de 748 K€ (hors actualisation) au 31/12/2023 suite à l'évolution des procédures juridiques au cours de l'exercice.

Note 4. Ventilation des encours par catégories de contreparties :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'Euros)	Sociétés	Entreprises individuelles	Particuliers	Adm. Privées publiques	Non résidents	Totaux	% Catégories / encours
Catégories de risques							
Escompte commercial, Dailly	11 642					11 642	3%
Crédits à l'exportation	255					255	0%
Crédits de trésorerie	17 719	247	19 909			37 875	11%
Crédits à l'équipement	222 980	2 198		344		225 523	66%
Crédits à l'habitat	12 968	415	42 081		1 965	57 429	17%
Autres crédits à la clientèle							0%
Comptes ordinaires débiteurs	6 938	156	890	12	67	8 063	2%
Total	272 502	3 016	62 880	356	2 032	340 786	100,0%

Note 5. Ventilation des encours douteux par catégories de contreparties :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations/ catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	1		1		100,0%
Entrepreneurs individuels					
Particuliers	673		19	654	2,9%
Administrations privées					
Total	674		20	654	3,0%

Note 6. Ventilation des encours douteux compromis par catégories de contreparties :

Au 31 décembre 2023 (En milliers d'euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations/ catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	5 997		4 751	1 246	79,2%
Entrepreneurs individuels	11		11		100,0%
Particuliers	307		307		100,0%
Administrations privées	4		4		100,0%
Total	6 319		5 073	1 246	80,3%

Note 7. Dépréciations & provisions :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Solde au 1er janvier	4 829	26 566
Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)	1 215	2 394
Reprise de dépréciations (2)	-712	-24 131
Solde au 31 décembre	5 332	4 829
(1) : Dont dotation 2024 aux dépréciations pour créances douteuses 993 K€ (y/c actualisation) Dont dotation 2024 aux provisions inscrites au passif 0 K€		
(2) : Dont reprise 2024 sur dépréciations pour créances douteuses 507 K€ (y/c actualisation) Dont reprise 2024 de dépréciations des titres de placement 16 K€ Dont reprise 2024 sur provisions inscrites au passif 205 K€		

Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes :	2024	2023
Dépréciations déduites de l'actif		
Relatives aux opérations avec les établissements de crédit	0	0
Relatives aux opérations avec la clientèle	5 093	4 608
Relatives aux titres	239	16
Total des dépréciations déduites de l'actif	5 332	4 624
Provisions inscrites au passif		
Relatives aux engagements par signature	0	0
Relatives aux risques de change	0	0
Relatives aux créances risquées et assimilées	404	609
Total des provisions inscrites au passif	404	609
Total des dépréciations et provisions pour créances douteuses	5 736	5 233

Les dépréciations des créances douteuses et des titres couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques.

Note 8. Operations sur titres de transaction, de placement et assimilés, et d'investissement :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres détenues par le groupe				
Total des titres de transaction				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres de placement et assimilés				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 353		2 353	72 580
Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille	108 693	239	108 454	114 697
Actions propres				
Total des titres de placement et assimilés	111 046	239	110 807	187 277
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>417</i>		<i>417</i>	<i>889</i>
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total des titres d'investissement				
<i>Dont créances rattachées</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Dont effets publics et valeurs assimilées				
Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement	111 046	239	110 807	187 277
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>417</i>		<i>417</i>	<i>889</i>
<i>Dont effets publics et valeurs assimilées</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 353		2 353	72 580
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Actions et autres titres à revenu variable	108 693		108 454	114 697
<i>Dont actions non cotées</i>				

Le montant des différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (écart résiduel) s'élève :
- pour les titres de placement : -0,1 K€ au 31/12/2024 (contre -0,2 K€ au 31/12/2023)

La valeur de marché au 31/12/24 s'élève à 2 140 K€ pour les titres à revenu fixe, 108 466 k€ pour les titres à revenu variable (contre 72 580 k€ pour les titres à revenu fixe, 114 697 K€ pour les titres d'OPCVM en 2023). On constate une baisse importante du portefeuille « Titres de Placement » avec une variation de -76 469 K€ de la valeur nette entre les deux clôtures, dont - 70 227 K€ pour la catégorie des « Titres à revenu fixe » cette baisse s'expliquant principalement par la cession de 2 titres de créances d'une valeur brute totale de 49 907 K€ à laquelle s'ajoute l'échéance d'un autre titre de créance pour une valeur brute de 20 000 K€.

Note 8 bis. Ventilation des obligations par durée résiduelle :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Moins de 3 mois		
De 3 mois à 1 an	963	
De 1 an à 5 ans	953	1 830
Plus de 5 ans		
Total	1 915	1 830

Au 31/12/2024, le portefeuille des obligations affiche une plus-value latente, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, conduisant à une reprise de provision de 16 K€.

Note 9. Immobilisations incorporelles et corporelles :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2023
	Montant brut	Amortissements et dépréciations (1)	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	1 742		52	1 742
Droit au bail	299	152	146	146
Fonds de commerce	126		126	126
Progiciels informatiques	3 402	1 438	1 964	325
Total des immobilisations incorporelles	5 568	1 590	2 288	2 339
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours				
Terrains et constructions	1 665	878	787	825
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	5 996	4 439	1 557	1 404
Autres immobilisations	9 304	7 339	1 964	2 112
Total des immobilisations corporelles	16 965	12 656	4 309	4 341
Total des immob. Corporelles et incorporelles	22 533	14 247	6 597	6 680

Aucune provision pour dépréciation d’actifs n’a été constituée à la clôture de l’exercice

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisitions	Sorties	31/12/2024
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	1 742	938	2 628	52
Droit au bail	299			299
Fonds de commerce	126			126
Progiciels informatiques	1 393	2 008		3 402
Total des immobilisations incorporelles	3 560	2 946	2 628	3 879
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours				
Terrains et constructions	1 665			1 665
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	5 332	682	19	5 996
Autres immobilisations	9 206	98		9 304
Total des immobilisations corporelles	16 204	780	19	16 965
Valeur brute des immobilisations	19 764	3 726	2 646	20 843

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Acquisitions	Sorties	Dépréciations	31/12/2024
Amortissements cumulés	13 084	1 182			14 265
Amortissements cumulés	13 084	1 182			14 265

La BAMl a déployé en juin 2024 son portail internet « Bamibanque » et a comptabilisé en immobilisations incorporelles un montant de 2 176 dont 1 737 K€ figuraient en immobilisations en cours au 31/12/2023.

La mise au rebut de matériels informatiques hors service en 2024 a généré un impact de résultat non significatif.

La dotation aux amortissements de l'exercice 2024 s'élève à 1 182 K€ euros contre 993 K€ euros en 2023.

Note 10. Titres de participation, autres titres détenus à long terme :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Valeur brute 2024	Valeur nette 2024	Valeur nette 2023
Autres titres détenus à long terme	900	900	684
Total des autres titres détenus à long terme	900	900	684

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Valeur brute 2024	Valeur nette 2024	Valeur nette 2023	Quote-part du capital détenu (%)	Capital
Titres de participation					
SCI URGAIN Giratoire de Maignon - 64100 Bayonne	9,900	9,900	9,900	99,00%	10
SCI IPARTOKI 13 place Floquet - 64220 St Jean Pied de Port	0,100	0,100	0,100	1,00%	10
SCI MARCADAL 11 place Floquet - 64220 St Jean Pied de Port	0,015	0,015	0,015	2,00%	10
Créances rattachées à des participations					
Avances aux filiales (1)	3 786	4 003	3 786		
Total des participations et créances rattachées	3 796	4 013	3 796		

Comme en 2023, aucune information n'est donnée car les transactions conclues avec les entités énumérées dans la Note 10 ne présentent pas une importance significative et ont été conclues à des conditions normales de marché.

Note 11. Comptes de régularisation et autres actifs :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes de régularisation – Actif :		
Comptes d'encaissements	5	6
Comptes d'ajustements devises débiteurs		
Produits à recevoir	649	1 121
Charges constatées d'avance	294	224
Total des comptes de régularisation - Actif	948	1 350
Autres actifs :		
Fonds d'épargne CDC / LA – LDD		
Créance d'impôt sur les bénéfices	1 329	
Actifs divers	5 377	7 510
Total des autres actifs	6 705	7 510
<i>Dont créances rattachées</i>		20
Total des comptes de régularisation et autres actifs	7 653	8 860

Au 31/12/2023, un produit à recevoir a été comptabilisé pour un montant de 405 K€ suite à un jugement exécutoire favorable à la BAMl dans le cadre d'un litige l'opposant à un client. Ce montant a été versé en 2024 mais la provision pour risques et charges de même montant, suite à l'appel exercé par le client, n'a pas été reprise par la BAMl.

Note 12. Comptes créditeurs interbancaires et titres émis sur les marchés interbancaires :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés :		
Comptes ordinaires	407	
Comptes et emprunts	8	8
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
Total des opérations de pension		
Autres sommes dues	7 451	7 204
Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés	7 866	7 211
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire		
Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices	7 866	7 211
<i>Dont dettes rattachées</i>		

Note 13. Comptes créditeurs de la clientèle, bons de caisse et créances négociables :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes créditeurs de la clientèle :		
Comptes ordinaires	361 060	404 599
Comptes à terme	141 090	69 305
Comptes d'épargne à régime spécial (1)	66 443	70 663
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
Total des comptes créditeurs de la clientèle	568 592	544 566
Dettes envers la clientèle représentées par un titre		
Titres de créances négociables		
Bons de caisse		
Total des dettes envers la clientèle représentées par un titre		
Total des dépôts de la clientèle	568 592	544 566
<i>Dont dettes rattachées (1)</i>	<i>58</i>	<i>422</i>
<i>(1) Application ANC N°2020-10 du 22 Décembre 2020. Reclassement encours centralisation CDC en contrepartie des comptes d'épargne à régime spécial</i>		

Note 14. Comptes de régularisation et autres passifs :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Comptes de régularisation – Passif		
Charges à payer	960	802
Comptes d'ajustements créditeurs		310
Comptes d'encaissements		
Produits constatés d'avance	510	1 645
Total des comptes de régularisation - Passif	1 470	2 757
Autres passifs		
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres		
Dettes fiscales	1 037	1 475
Dettes sociales	1 892	2 138
Autres créditeurs et passifs divers	1 031	972
Total des autres passifs	3 960	4 585
Total des comptes de régularisation et autres passifs	5 430	7 342

Note 15. Encours de dépôts collectes au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	406	265
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	1 782	1 913
Ancienneté de plus de 10 ans	5 040	5 231
Sous-total	7 228	7 409
Comptes épargne-logement (CEL)	2 302	2 478
Total	9 530	9 887

Note 16. Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans		
Ancienneté de plus de 10 ans		
Sous-total		
Comptes épargne-logement (CEL)	1	1
Total	1	1

Compte tenu des volumes concernés, la BAMl n'a pas constitué de provision au titre des engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Note 17. Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2023
Plans d'épargne-logement (PEL)				
Ancienneté de moins de 4 ans				
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans				
Ancienneté de plus de 10 ans				
Sous-total				
Comptes épargne-logement (CEL)				
Total				

Note 18. Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Risques de contrepartie	609		205	404
Risques de change				
Litiges				
Total	609		205	404

Le montant de la dotation aux provisions pour risques et charges comprend 404 K€, montant lié à un litige décrit dans la Note 11.

Note 19. Fonds pour risques bancaires généraux :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000			1 000
Total	1 000			1 000

Le montant du Fonds pour « Risques Bancaires Généraux » de la BAMl s'élève à 1 million d'euros, identique au 31/12/2023.

Note 20. Provisions réglementées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Amortissements dérogatoires				
Risques de crédits à moyen et long terme				
Total				

Note 21. Capitaux propres (hors provisions réglementées et FRBG) :

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux propres (hors prov regl. et FRBG)
Au 31 décembre 2023	39 364	27 682	-18 452	7 361	55 955
Augmentation de capital	0	0	0	0	0
Affectation en réserves	-3 698	-7 393	18 452	-7 361	0
Affectation au report à nouveau	0	0	0	0	0
Distribution de dividendes	0	0	0	0	0
Changement de méthode comptable (impact s/exercices antérieurs)	0	0	0	0	0
Résultat 2024	0	0	0	9 736	0
Au 31 décembre 2024	35 666	20 289	0	9 736	55 955

Le capital est composé de 235 774 actions, entièrement libérées.

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux propres (hors prov regl. et FRBG)
Au 31 décembre 2022	30 000	27 682	44	-18 496	39 230
Augmentation de capital	9 364	0	0	0	9 364
Affectation en réserves	0	0	0	0	0
Affectation au report à nouveau	0	0	-18 496	18 496	0
Distribution de dividendes	0	0	0	0	0
Changement de méthode comptable (impact s/exercices antérieurs)	0	0	0	0	0
Résultat 2023	0	0	0	7 361	7 289
Au 31 décembre 2023	39 364	27 682	-18 452	7 361	55 955

Le capital est composé de 235 774 actions, entièrement libérées.

Note 22. Engagements de hors bilan :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2 024	2 023
Engagements de financement donnés et reçus		
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés	85	289
Ouverture de crédits documentaires	62 505	84 640
Autres ouvertures de crédits confirmés	250	40
Autres engagements en faveur de la clientèle		
Total des engagements de financement donnés	62 840	84 968
<i>Dont engagements douteux</i>	<i>444</i>	<i>479</i>
Accords de refinancement "stand-by" reçus		
Des établissements de crédit		
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		
Engagements de garantie donnés et reçus		
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Ouverture de crédits confirmés		
Autres garanties	2 642	3 229
D'ordre de la clientèle		
Cautions, avals et autres garanties		
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales	443	536
Autres garanties	15 997	20 324
Autres garanties d'ordre de la clientèle	30 728	32 867
Total des engagements de garantie donnés	49 811	56 956
<i>Dont engagements douteux</i>	<i>85</i>	<i>764</i>
Engagements de garantie reçus :		
Des établissements de crédit		
De la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Garanties reçues de la clientèle financière		
Autres garanties reçues	221 487	217 268
Total des engagements de garantie reçus	233 083	234 454

Note 23. Engagements de Hors-bilan (suite) :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Engagements sur titres donnés et reçus		
Engagements donnés sur titres		
Titres à donner		
Total des engagements donnés sur titres		
Engagements reçus sur titres		
Titres à recevoir		
Total des engagements reçus sur titres		
Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements donnés		
Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements reçus		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs affectées en garantie		
Autres engagements donnés		411
Total des autres engagements donnés		411
<i>Dont engagements douteux</i>		
Autres engagements reçus		
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs reçues en garantie	428	451
Autres engagements reçus		
Total des autres engagements reçus	428	451

Note 24. Echéances des emplois et des ressources :

Au 31 décembre 2024 (En milliers d'Euros)	Durées restant à courir						Au 31/12/23
	Opérations à vue et au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
EMPLOIS :							
Opérations interbancaires et assimilées	172 563					172 563	79 691
Caisse, banque centrale, CCP	165 339					165 339	72 752
Effets publics et valeur assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	7 224					7 224	6 939
Opérations avec la clientèle	13 889	38 274	49 007	132 982	112 300	346 451	329 697
Créances sur la clientèle	13 889	38 274	49 007	132 982	112 300	346 451	329 697
Opérations de crédit-bail et assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe			953	993		1 946	72 003
Titres de transaction							
Titres de placement			953	993		1 946	72 003
Titres d'investissement							
RESSOURCES :							
Opérations interbancaires et assimilées	7 451	8				7 459	7 211
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	7 451	8				7 459	7 211
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre							
Opérations avec la clientèle	421 131	118 231	28 713	410	107	568 592	544 566
Comptes créditeurs de la clientèle	421 131	118 231	28 713	410	107	568 592	544 566
Dettes envers la clientèle représentées par un titre							

Notes compte de résultat.

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Produits nets d'intérêts et revenus	13 961	13 355
Intérêts et produits assimilés	18 757	16 208
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 476	4 298
Sur opérations avec la clientèle	10 904	9 404
Sur obligations et titres à revenu fixe	3 378	2 506
Intérêts et charges assimilés	-4 797	-2 853
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	-1
Sur opérations avec la clientèle	-4 797	-2 852
Sur obligations et titres à revenu fixe	0	0
Produits sur opérations de location simple	0	0
Revenus des titres à revenu variable	1	1
Produits nets des commissions	7 078	6 839
Commissions (produits)	8 382	8 747
Commissions (charges)	-1 303	-1 908
Produits ou pertes nets sur opérations financières	6 563	6 908
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	351	2
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	6 212	6 906
Autres produits nets d'exploitation	137	267
Autres produits d'exploitation bancaire	202	274
Autres charges d'exploitation bancaire	-64	-7
Produit net bancaire	27 740	27 369

Le montant des produits nets d'intérêts s'élève à 13 961 K€ au 31/12/2024, ce montant comprend notamment les intérêts perçus au titre des opérations de facilités de dépôts (3,1 M€), les intérêts des comptes créditeurs de la BAMl chez ses correspondants (373,7 K€) ainsi que le montant des intérêts versés par la CDC (1 020 K€).

Note 25. Intérêts, produits et charges assimilés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	1	4 476	4 298	4 476	4 297
Sur opérations avec la clientèle	4 797	2 852	10 904	9 404	6 107	6 551
Sur opérations de crédit-bail	0	0	0	0	0	0
Relatives à des dettes représentées par un titre	0	0	217	199	217	199
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	3 161	2 307	3 161	2 307
Total des intérêts et produits / charges assimilées	4 797	2 853	18 757	16 208	13 960	13 355

Les produits sur obligations et autres titres à revenu fixe s'élève 3 161 K€ dont 1 694 K€ d'intérêts des Titres de Créances Négociables acquis en 2023.

Commissions - Principes comptables :

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 25).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Note 26. Commissions :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	29	45	0	0	-29	-45
Sur opérations avec la clientèle	0	0	2 667	2 196	2 667	2 196
Relatives aux opérations sur titres	117	287	0	0	-117	-287
Sur opérations de change	0	0	0	0	0	0
Relatives à des prestations de services bancaires et financiers	1 156	1 574	5 193	5 987	4 037	4 413
Sur opérations de hors-bilan	2	2	521	564	519	562
Total des commissions	1 303	1 908	8 382	8 747	7 078	6 839

Le montant net des commissions s'élève à 7 078 K€ au 31 décembre 2024, ce montant reste stable par rapport à 2023.

Note 27. Revenus des titres à revenu variable :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Actions et autres titres à revenu variable	1	1
Participations et autres titres détenus à LT	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
Total des revenus des titres à revenu variable	1	1

Note 28. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Résultat net des cessions	6 434	-16 404
Dotation (reprise) nette aux (de) provisions pour dépréciations	-222	23 310
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	6 212	6 906

Au 31/12/2024, le poste « Gains ou Pertes sur Opérations Financières » affiche un solde positif de 6 212 K€ correspondant principalement à des plus-values de cession dégagées par les fonds NAVARRE OPPORTUNITES et NAVARRE OBLIGATIONS pour un total de 6 076 M€.

Note 29. Produits sur opérations de la location simple :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Sur opérations de location simple	0	0	0	0	0	0
Total produits sur opérations de location simple	0	0	0	0	0	0

Note 30. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Titres de transaction	0	0
Change	351	2
Instruments financiers	0	0
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	351	2

Note 31. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	64	7	202	274	137	267
Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire	64	7	202	274	137	267

Note 32. Frais de personnel :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Salaires et traitements	6 696	6 864
Charges sociales		
Charges de retraite	421	456
Autres charges sociales	1 996	2 100
Total des charges sociales	2 417	2 557
Intéressement et participation des salariés aux résultats		
Intéressement des salariés	112	0
Participation des salariés aux résultats	0	191
Total de l'intéressement et de la participation des salariés aux résultats	112	191
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	497	552
Total des frais de personnel	9 723	10 163

Engagements sociaux :

En application de la convention collective de la banque, la BAMl est amenée à verser aux salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/24.

La méthode actuarielle retenue : Rétrospective prorata temporis tient compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence à la BAMl au moment du départ à la retraite ; sur la base du salaire annuel et un taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 3,35%.

Dans le cadre de la recommandation ANC n°2013-02, la BAMl n'a pas provisionné ces engagements sociaux.

Au 31/12/24, ces derniers s'élèvent à 497 820 €, contre 496 845 € au 31/12/2023.

Médaille du travail :

Concernant la médaille du travail, l'engagement au 31/12/24 s'élève à 458 202 €, contre 543 662 € au 31/12/23.

Transactions avec les dirigeants :

Ce sont des avantages à court terme qui comprennent les rémunérations et avantages versés aux dirigeants mandataires sociaux (rémunération de base, rémunérations versées au titre du mandat social, avantages en nature et part variable).

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs de la BAMl au titre des conseils d'administration et des comités spécialisés tenus en 2024 s'élève à 165 K€.

Note 33. Gains nets sur actifs immobilisés :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Immobilisations d'exploitation		
Produits de cession des éléments d'actifs cédés	7	0
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0	-4
Gains/pertes nets sur immobilisations d'exploitation	7	-3
Total des gains/pertes nets sur actifs immobilisés	7	-3

Les plus ou moins-values de cession sur immobilisations et titres sont inscrites au poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés », à l'exception de celles générées lors de cessions de valeurs mobilières de placement qui figurent dans « Produits ou pertes nets sur opérations financières » du résultat courant.

La mise au rebut de matériels informatiques hors service en 2024 a eu un impact non significatif sur le résultat.

Les cessions d'immobilisations liées au renouvellement du parc automobile ont généré un gain net sur actifs immobilisés de 7 K€ en 2024 contre 3,7k€ en 2023.

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession

Note 34. Cout du risque :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024			2 023
	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total	Total
Dotations aux provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	-993	0	-993	-2 394
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	-993	0	-993	-2 394
Reprises de provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	712	0	712	820
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Total des reprises de provisions de l'exercice	712	0	712	820
Dotation nette aux provisions de l'exercice	-281	0	-281	-1 573
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-80	0	-80	0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-63	0	-63	-551
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	29
Total du coût du risque	-424	0	-424	-2 095
Dont :				
<i>Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques</i>	<i>-424</i>	<i>0</i>	<i>-424</i>	<i>-2 095</i>
<i>Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Note 35. Provisions règlementées :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Dotations aux provisions de l'exercice :		
Crédits moyen/long terme	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	0	0
Reprises de provisions de l'exercice :		
Crédits moyen/long terme	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0
Total des reprises de provisions de l'exercice	0	0
Reprises nettes de dotations / Dotations nettes de reprises de l'exercice	0	0

Note 36. Résultat exceptionnel :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges exceptionnelles (Actifs)	0	0
Autres Charges exceptionnelles	0	0
Produits exceptionnels	0	0
Total du résultat exceptionnel	0	0

Note 37. Impôt sur les bénéfices :

Au 31 décembre (En milliers d'Euros)	2024	2023
Charge nette d'impôt sur les bénéfices	861	1 316
Sur activités courantes	861	257
Sur titres d'OPCVM détenus	0	1 059
Sur exercices antérieurs	0	0

La BAMl est assujettie à l'IS au taux de 25% et à la contribution sociale sur les bénéfices au taux de 3,3%. Au titre de l'exercice 2024, le montant de l'impôt au taux de 25% s'élève à 872 K€, avant crédit d'impôt (-14 K€), la contribution sociale est de 3,6 K€.

Le montant d'utilisation du déficit reportable, généré en 2022, dans le calcul de l'IS au titre de 2024 s'élève à 4 487 K€, il s'élevait à 6 242 K€ au 31/12/2023.

Note 38. Effectifs moyens :

Au 31 décembre	2024	2023
Total BAMl	129	130
Dont cadres	50	49
Dont personnel mis à disposition	0	0

Note 39. Evolution du capital :

	Nombre d'actions	Capital (€)
Situation au 31 décembre 2020	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2021	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2022	198 317	30 000 000
Situation au 31 décembre 2023	235 774	39 364 250
Situation au 31 décembre 2024	235 774	35 666 120

Note 40. Consolidation.

Les comptes de la BAMl sont consolidés par intégration globale dans les comptes de la SCA BAKIA.

Note 41. Loi Eckert.

Conformément à la loi Eckert sur les comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence (Loi n°2014-617, II de l'article L 312-19 du COMOFI), les banques ont obligation de publier chaque année :

- le nombre de comptes à vue inactifs ouverts dans leurs livres à l'issue d'une période de 12 mois. Cette période est portée à cinq ans pour les autres typologies de comptes
- le montant total des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes.

Ces informations doivent être publiées dans le rapport annuel ou sur tout autre document durable.

Ces informations doivent être facilement accessibles (Art. R312-21 COMOFI).

A ce titre, pour l'exercice 2024, la BAMl déclare avoir dans ses livres 289 comptes inactifs pour un montant de 6 568 K€.

Suivant l'article L312-20 du COMOFI, les comptes inactifs mentionnés au 1° du I du même article L. 312-19, à l'issue d'un délai de dix ans à compter de la date de la dernière opération, doivent être déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

A ce titre, pour l'exercice 2024, la BAMl a transféré 5 comptes à la Caisse des dépôts et Consignations pour un montant de 5 K€.

IV. — Rapport annuel sur l'emploi des fonds des livrets A et LDD non centralisés Année 2024

Ce rapport est établi conformément à la loi L.M.E. (Loi de Modernisation de l'Economie) du 4 août 2008 et pour répondre aux exigences mentionnées au cinquième alinéa de l'article L. 221-5 du code monétaire et financier.

Vous trouverez ci-dessous les données relatives aux encours de la ressources d'épargne (Livret A + Livret Développement Durable) ainsi qu'à ceux des emplois pour les prêts aux P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises) et les P.E.E. (Prêts Économie Énergie) destinés aux particuliers pour les travaux d'économies d'énergie dans des bâtiments à usage d'habitation achevés depuis au moins 2 ans.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation année 2024/2023	Variation en %	Variation année 2023/2022
Total encours non centralisés	26 078	23 962	2 116	8,8%	3 184
Encours du Livret A	39 837	35 457	4 379	12,4%	5 307
Encours du LDD	18 150	16 991	1 159	6,8%	2 222
Total encours épargne LA + LDD	57 989	52 448	5 538	10,6%	1 718
Encours financement aux PME	272 087	258 984	13 103	5,1%	24 257
Dont montant des nouveaux prêts	27 475	19 480	7 994		-5 539
Encours prêts économie Energie	750	805	-55	-6,8%	675
Dont montant des nouveaux prêts	0	0	0	0	0
Total encours prêts	272 837	259 789	13 049	5,0%	24 932
Ratio total encours prêts / Total encours épargne non centralisés	1 046,2%	1 084,2%			
Ratio encours nouveaux prêts PME / Variation encours épargne non centralisés (1)	1 298,4%	611,9%			

L'encours d'épargne des livrets A + L.D.D. a progressé de 10,6%, soit 12,4% pour le livret A et de 6,8% pour les L.D.D.

La progression des encours au niveau des emplois se situe à 5% dont -6,8% pour les P.E.E.

Les obligations réglementaires de l'utilisation de la ressource non centralisée sont largement respectées :

- Le taux d'utilisation de la ressource non centralisée ressort à 1046,2% soit nettement supérieur au minimum de 80 % imposé par la loi
- La production de prêts aux PME s'est élevée à 27 474,84 k€ en 2024 alors que le montant des encours non centralisé augmentait de 2 116 k€ dans le même temps ; pour mémoire, le ratio Encours nouveaux prêts PME / Variation encours épargne non centralisés doit être supérieur à 75%.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'Assemblée Générale de la Banque Michel Inchauspé-BAMI,

Opinion.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque Michel Inchauspé-BAMI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit :

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit.

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – Dépréciation individuelle sur les créances à la clientèle.

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de crédit, BAMl comptabilise des encours douteux et constitue des dépréciations individuelles sur ces encours, en tenant compte des garanties reçues, afin de couvrir les risques de crédit avérés.

L'estimation des dépréciations repose sur l'appréciation du créancier qui porte notamment sur la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques et les garanties appelées ou susceptibles de l'être, conformément aux principes comptables énoncées dans la note « b. Opérations avec la clientèle – paragraphe dépréciation ». Ces dépréciations sont évaluées par la Direction de votre banque en fonction des flux recouvrables estimés sur chacune des crédits concernés.

Parmi les opérations de crédit, certaines présentant un risque de crédit avéré ont conduit à la constitution de provisions pour dépréciation à hauteur de 5,1 M€ sur les encours douteux d'un montant brut de 6,9 M€, comme indiqué dans la note « 2 Opérations avec la clientèle » et la note « 3 Risque sur crédit à la clientèle ».

L'évaluation des risques de crédit est considérée comme un point clé de l'audit en raison de l'importance significative des créances sur la clientèle dans les comptes de BAMl et du caractère individuel des critères retenus dans l'appréciation de la situation de la contrepartie.

Notre réponse

Afin d'apprécier le caractère approprié des méthodes de dépréciation des crédits à la clientèle, nos travaux ont consisté à :

- Apprécier la conception et l'efficacité des contrôles clés identifiés sur le processus d'octroi de crédit et d'évaluation du risque de crédit ;
- Examiner la méthodologie de provisionnement sur les encours déclassés en douteux ;
- Tester, en particulier sur une sélection de crédits les plus significatifs, les principales hypothèses retenues pour la classification des encours en douteux, ainsi que l'estimation des dépréciations individuelles afférentes et la valorisation des garanties réelles ;
- Examiner l'impact net des pertes constatées au cours de l'exercice face aux provisions antérieurement constituées sur ces créances en application de la méthode de provisionnement de la banque ;
- Revoir le backtesting pour s'assurer de la cohérence de la méthode de provisionnement avec la réalité des débouchements ;
- Vérifier l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels au titre de l'estimation de la dépréciation des encours de crédit.

Evaluation et dépréciation des titres de placement.

Risque identifié :

Au 31 décembre 2024, la valeur du portefeuille de placement de la BAMl s'élève à 111 M€ en valeur brute. Il présente donc un caractère significatif pour le bilan de la banque.

Comme indiqué dans la note 4.c Portefeuille titres – Titres de placement de l'annexe :

- A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur actions et autres titres à revenu variable ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.
- A la date de clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur Obligations et autres titres à revenu fixe ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Nous avons considéré l'évaluation du portefeuille de titres de placements comme un point clé de l'audit en raison de son importance dans le bilan de la banque et de la sensibilité de la valorisation retenue.

Notre réponse

Pour apprécier l'exactitude et la valorisation du portefeuille à la clôture de l'exercice, nos travaux ont consisté à apprécier la procédure d'évaluation du portefeuille titres.

Nos travaux ont consisté également à :

- Obtenir les avis d'opéré reçus sur les nouvelles acquisitions pour contrôler les coûts d'acquisition des titres ;
- Apprécier la valorisation retenue en effectuant des tests de contre valorisation ;
- Apprécier la notion d'ensembles homogènes de titres au regard de la réglementation comptable
- vérifier l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels au titre de la valorisation des titres.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre banque considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque Michel Inchauspé-BAMI par l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2005 pour le cabinet RSM Paris et l'assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2021 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2024, le cabinet RSM Paris était dans sa dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG dans sa troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la banque ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre banque.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit :

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Labège, et Paris, le 13 mai 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG S.A. :
Pierre SUBREVILLE,
Associé,

RSM Paris :
Ratana LYVONG,
Associé.